

# L'ÉVOLUTION DES DONNÉES DANS LE CLOUD :

## la France en retard face à la transformation numérique

### LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE EST ESSENTIELLE POUR SE RELEVER APRÈS LE COVID

L'économie mondiale peine à se remettre des conséquences de la pandémie de COVID-19 mais, actuellement, de nombreuses entreprises mettent au point des stratégies pour se relever plus fortes et plus stables. Les organisations en retard face à la transformation numérique commencent elles aussi à se rendre compte de l'importance d'exploiter stratégiquement leurs données pour continuer de croître.

« **Les organisations s'ouvrant aux solutions numériques présentent une meilleure résilience face aux difficultés et ont une longueur d'avance sur la concurrence qui leur permettra de se relever plus rapidement et de passer de la défense à la poursuite de la croissance.** »

—BDO, [COVID-19 is Accelerating the Rise of the Digital Economy](#)

Selon le Fonds Monétaire International (FMI), la France a connu une baisse de production d'environ 9 % en 2020 suite aux mesures de restriction imposées par la plus profonde récession depuis la Seconde Guerre mondiale.<sup>1</sup> La France est en outre freinée dans son redressement par une mentalité réglementaire omniprésente qui privilégie la protection publique des données personnelles qui, bien qu'admirable en termes de protection des consommateurs, pose de véritables difficultés pour la collecte de données et la génération d'informations. Globalement, selon la Banque européenne d'investissement, l'UE peine à franchir le cap de la transformation numérique,<sup>2</sup> en particulier dans les petites et moyennes entreprises (PME), sachant que les PME représentent 99,9 % des entreprises françaises selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).<sup>3</sup>

La situation globale en matière de données est l'objet d'une récente étude menée par The Economist Intelligence Unit et sponsorisée par Snowflake sur 914 cadres internationaux dans huit secteurs et 13 pays, dont la France. Comment les organisations adaptent-elles leurs stratégies de données, s'intègrent-elles dans le grand écosystème de données et convertissent-elles les informations tirées des données en croissance et performance ? Les cadres français interrogés dans cette enquête reconnaissent les difficultés soulevées par cette situation, tout en réfléchissant aux moyens d'améliorer leurs capacités en matière de données.

## LES RÉGLEMENTATIONS SONT UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE POUR LES CADRES FRANÇAIS

Les réponses fournies aux questions de l'étude reflètent clairement le rôle joué par le cadre réglementaire dans les entreprises françaises. Les réglementations en matière de données sont un sujet récurrent au sein des organisations françaises. Leur point de vue est confirmé par les données : Selon un indice sur le caractère restrictif des politiques de données créé par l'European Centre for International Political Economy (ECIPE), la France est le quatrième pays le plus restrictif — après la Russie, la Chine et la Turquie — « en ce qui concerne le cadre réglementaire pour le déplacement et l'exploitation de données. »<sup>4</sup>

Les participants français à l'enquête considèrent les réglementations en matière de confidentialité des données comme l'obstacle n°1 ou n°2 à la collecte de données, à l'approvisionnement et au partage de données avec des tiers, et à la génération d'informations grâce aux données. Ils signalent également une faible fréquence des partages de données en général, sauf pour répondre aux exigences réglementaires

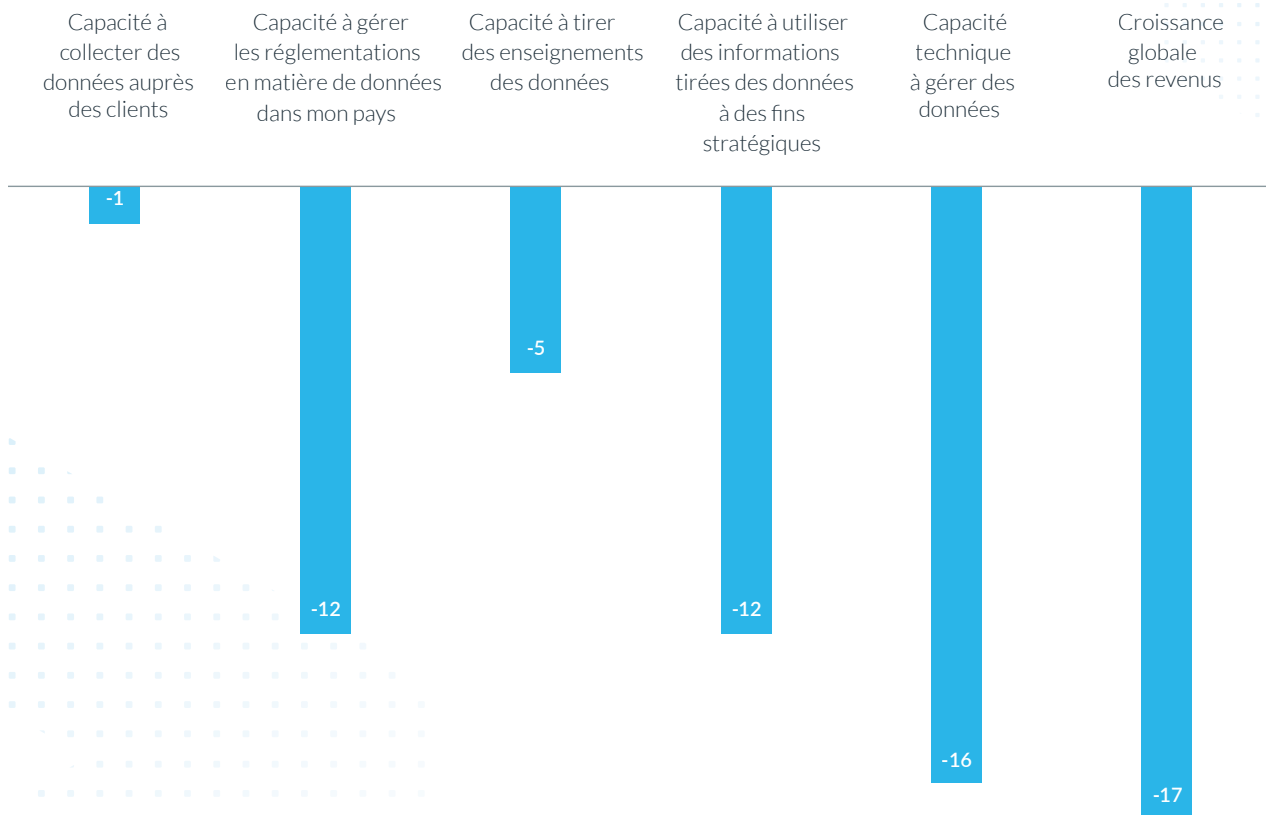
(60 % par rapport à la moyenne de l'enquête de 51 %). Curieusement, même si les réglementations en matière de données constituent une véritable difficulté pour les entreprises en France, les participants français semblent avoir moins confiance dans la capacité de leur organisation à faire face à ces réglementations par rapport à leurs homologues du secteur, puisque seuls 60 % d'entre eux se considèrent comme plus forts que leurs homologues (par rapport à la moyenne de l'enquête de 72 %).

## LE DÉFI DE L'UTILISATION DES DONNÉES

Dans les autres domaines d'utilisation des données, les résultats de l'enquête indiquent que la France est en retard dans les domaines concurrentiels clés. Par exemple, comme l'illustre la figure 1, les participants français se considèrent comme moins aptes techniquement pour gérer des données (55 % d'entre eux se disent plus compétents que leurs homologues, contre une moyenne globale de 71 %), pour exploiter des informations issues des données à des fins stratégiques (63 % contre 75 %) et la capacité à tirer des enseignements des données (68 % contre 73 %).

### FIGURE 1 : Comment évalueriez-vous les performances de votre organisation dans les domaines suivants par rapport à vos homologues du secteur ?

(% se déclarant beaucoup ou un peu plus compétent, écart de la France par rapport à la moyenne de l'enquête mondiale)



## L'IA ET LE MACHINE LEARNING (ML) SONT DES PRIORITÉS FUTURES

Bien que leurs organisations soient actuellement moins compétitives dans leur capacité à obtenir des informations fondées sur les données, les participants français à l'enquête indiquent que leur priorité absolue est de renforcer leurs capacités dans ce domaine au cours des trois prochaines années en investissant dans des outils d'IA/de ML. C'est une orientation judicieuse, étant donné que l'IA permet d'analyser rapidement et efficacement de grands ensembles de données pour produire des informations précieuses.

Ces entreprises doivent rattraper leur retard. Les participants français indiquent une utilisation plus faible de l'IA et du ML dans tous les cas d'utilisation. Par rapport à la moyenne globale de l'enquête, ils sont 14 % moins susceptibles d'utiliser l'IA/le ML pour tirer des enseignements des données, 9 % moins susceptibles d'utiliser ces technologies à des fins de marketing et de vente aux prospects ou clients, 11 % moins susceptibles de les utiliser pour gérer les risques concernant leur stratégie de données et 13 % moins susceptibles d'y avoir recours pour développer des produits et services.

## LE FUTUR SERA AXÉ SUR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Selon le FMI, « le plan de relance de la France [post-COVID], renforcé par le plan de relance européen, s'appuie à juste titre sur la transformation numérique et écologique de l'économie, sur la mise à niveau des compétences et sur le renforcement de la compétitivité. »<sup>5</sup> Les sondés français sont d'accord avec ces points. Leurs deux priorités absolues pour favoriser leur croissance au cours des trois prochaines années sont les données/analyses (40 % contre la moyenne de l'enquête de 34 %) et la transformation numérique. En combinaison avec les augmentations de budget attendues sur les trois prochaines années pour le stockage et l'analyse de données (comme l'indique l'enquête), le plan de relance de la France post-COVID pourrait bien dépendre de son utilisation fructueuse de la transformation numérique et de l'analyse de données.

<sup>1</sup> [Cinq graphiques pour comprendre les priorités de la France pendant la crise de la COVID-19](#)

<sup>2</sup> [Who is prepared for the new digital age?](#)

<sup>3</sup> [Financing SMEs and Entrepreneurs 2020: An OECD Scoreboard](#)

<sup>4</sup> [The Cost of Data Protectionism](#)

<sup>5</sup> [Cinq graphiques pour comprendre les priorités de la France pendant la crise de la COVID-19](#)